



## COMITE DU DEVELOPPEMENT

(Comité ministériel conjoint  
des  
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds  
sur le  
transfert de ressources réelles aux pays en développement)



**DC2002-0015**  
**27 août 2002**

### **TENDANCES RÉCENTES DES TRANSFERTS DE RESSOURCES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Veillez trouver ci-joint, pour la réunion du Comité du développement du 28 septembre 2002, une note d'information intitulée « Tendances récentes des transferts de ressources aux pays en développement ». Cette note a été rédigée par les membres de l'Équipe finance internationale du Groupe des perspectives de développement de la Banque mondiale. Elle analyse les faits intervenus durant l'année 2002 jusqu'à ce jour — faits postérieurs à l'édition 2002 de Financement du développement dans le monde.

**Tendances récentes des transferts de ressources  
aux pays en développement**  
**Note d'information pour la réunion**  
**du Comité du développement de septembre 2002**  
**établie par les services de la Banque mondiale<sup>1</sup>**

**Résumé**

Le contexte de la première moitié de l'année a été difficile pour les flux financiers vers les pays en développement bien que l'économie mondiale ait entamé une phase de redressement. Un des facteurs qui a pesé sur ces flux est le désaccord persistant au sujet de la décision de l'Argentine de ne pas honorer ses engagements au titre de la dette, en décembre 2001. Chose étonnante, les effets du ralentissement argentin ont été peu marqués sur les autres marchés émergents pendant toute la seconde moitié de 2001, mais, dans la seconde moitié de l'année, les retombées de ce ralentissement se sont fait de plus en plus en sentir au fur et à mesure que les mois passaient. Ces problèmes ont toutefois été amplifiés par l'incertitude politique grandissante qui entoure les résultats des élections au Brésil (en octobre) et en Turquie (en novembre). Compte tenu de la vulnérabilité de la structure de leur dette intérieure et extérieure, ces pays sont mal armés pour faire face à une évolution politique défavorable. De ce fait, les prêteurs du secteur privé — banques et établissements para-bancaires — hésitent à maintenir leurs engagements.

Il est important de noter que, jusqu'à ce jour, ces pressions ne se sont manifestées que dans certains pays de l'Amérique latine et en Turquie. Dans d'autres régions du monde en développement, les tensions sont bien moindres. En fait, sur la base des éléments d'information limités dont on dispose, il semble que les flux dirigés vers la plupart des pays en développement d'Europe se soient bien maintenus en 2002 jusqu'à présent, bien que l'on observe une certaine diminution de la part relative des investissements indirects au profit des titres de créance. Les flux nets vers l'Asie sont très robustes, ce qui a permis à la plupart des pays de la région de constituer des réserves, de laisser leurs monnaies respectives s'apprécier, d'abaisser les taux d'intérêt locaux et d'échapper ainsi au ralentissement récent de la croissance mondiale dans de bien meilleures conditions qu'en 2001 et surtout qu'en 1997-1998.

En outre, les investissements étrangers directs — qui représentent à l'heure actuelle l'épine dorsale des flux financiers externes privés qui s'orientent vers les pays en développement — se sont maintenus à un niveau relativement élevé pendant toute la première moitié de 2002, malgré la baisse substantielle des dépenses mondiales liées aux fusions et acquisitions pendant cette période.

---

<sup>1</sup> Cette note a été rédigée par les membres de l'équipe Finance internationale du Groupe des perspectives de développement. Elle analyse les faits intervenus en 2002 jusqu'à ce jour — faits qui sont postérieurs à l'édition 2002 de Financement du développement dans le monde. Afin de replacer ces nouveaux développements dans une perspective plus large, un tableau détaillé sur les tendances longues des flux financiers vers les pays en développement a été inclus à la fin de la note.

Le rôle du FMI en tant que pourvoyeur de fonds aux pays emprunteurs clés s'est encore accru. Les décaissements nets en faveur de la Turquie et du Brésil ont atteint un montant substantiel dans la première moitié de 2002. Plus récemment, un arrangement portant sur un montant relativement important a été mis en place pour l'Uruguay, et le programme du Brésil (qui devait arriver à expiration à la fin de 2002) a été prorogé jusqu'au printemps de 2004. L'engagement des pays industrialisés d'accroître leur aide a été pris avant la Conférence de Monterrey, mais il est encore trop tôt pour savoir si la baisse tendancielle de l'aide de ces dernières années a été enrayée.

## **Apports des marchés internationaux de capitaux**

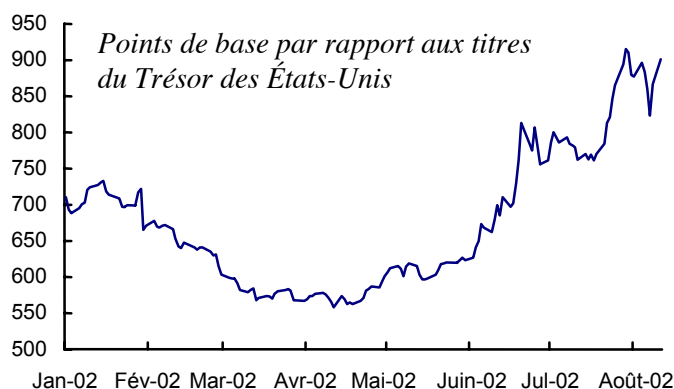
Il faudra un certain temps avant de pouvoir disposer de tous les éléments d'information concernant les flux nets des prêts accordés par le secteur privé aux pays en développement, mais les données disponibles tendent à montrer que ces flux ont été négatifs cette année et que cette hémorragie s'est accentuée au fil des mois :

- Pendant la période janvier-juillet 2002, les flux bruts des prêts basés sur le taux du marché ont atteint une moyenne de 10,7 milliards de dollars par mois, ce qui représente un recul de 22 % par rapport à la moyenne mensuelle de 2001. Les prêts bancaires et les émissions d'obligations entrent pour un montant à peu près égal dans ce total (5,35 milliards de dollars par mois). Le volume brut des prêts bancaires est inférieur d'environ 33 % aux flux moyens de l'an dernier, et le volume brut des émissions d'obligations, en recul de 6 % à peu près par rapport à la moyenne mensuelle de 2001.
- Les pertes liées aux crédits distribués en Argentine et sur les principaux marchés, conjuguées à la mauvaise tenue du prix des stocks d'avoins des banques ont conduit ces dernières à adopter un comportement bien plus prudent que l'année passée. Les données fournies par la BRI sur la variation des engagements internationaux des banques en faveur des pays en développement montrent que le volume net des créances a diminué de 29 milliards de dollars environ, soit de 3,4 %, pendant le premier trimestre. Dans ce total, ce sont les créances sur les emprunteurs latino-américains qui ont le plus baissé (de 24,5 milliards de dollars, soit 9 %). D'après les données brutes sur les flux, il semble que les créances nettes aient continué à diminuer pendant le deuxième trimestre, à un rythme sans doute similaire à celui du premier trimestre. Plus récemment, des rapports anecdotiques signalent que les banques continuent de se désengager de l'Amérique latine, et du Brésil en particulier.

- Les conditions du marché obligataire étaient favorables au début de l'année, mais elles se sont fortement détériorées depuis lors. Dans les cinq premiers mois de l'année, les flux bruts atteignaient 6,2 milliards de dollars par mois en moyenne, en hausse par rapport à la moyenne mensuelle de 2001. Depuis le milieu du mois de mai toutefois, ces flux ont fortement baissé, pour se situer à 3,25 milliards de dollars par mois à peine en juin et juillet. Là encore, c'est pour l'Amérique latine que la chute est la plus marquée. C'est une des régions où le rythme des émissions a baissé par rapport à 2001, même entre janvier et mai (ce qui n'est pas surprenant

puisque l'Argentine a disparu du marché). Mais ces flux au débit amoindri se sont transformés en filet d'eau en juin et juillet et dans la première partie du mois d'août. Ce basculement est aussi tout à fait évident dans les spreads appliqués aux obligations (voir graphique ci-après).

### Spread appliqué aux obligations de référence des marchés émergents



L'explication de la détérioration de l'environnement du marché obligataire relève nécessairement de la conjoncture dans une certaine mesure, mais, à ce stade, deux facteurs semblent jouer un rôle important :

- Les préoccupations croissantes quant à la solidité de la reprise économique mondiale. Dans les premiers mois de 2002, les acteurs du marché envisageaient avec un optimisme grandissant l'éventualité d'un rebond de l'économie mondiale, et cet optimisme a été validé par la robustesse des données économiques internationales pour le premier trimestre (tant aux États-Unis qu'au Japon, le taux de croissance a dépassé la barre des 5 %, taux CVS, au premier trimestre). Mais dès la fin du mois d'avril, les opérateurs commençaient à s'interroger sur la durée de cette reprise, essentiellement parce qu'ils s'inquiétaient du niveau d'endettement élevé des entreprises. À cela sont venues s'ajouter les préoccupations quant à la qualité des comptes des entreprises. Si ces craintes concernaient pour l'essentiel les entreprises et les marchés du monde développé, l'interdépendance étroite entre les courants d'échanges et les flux de capitaux et le monde en développement signifie que les éléments de fragilité de la zone de l'OCDE ont une incidence négative évidente pour le redressement naissant des économies du monde en développement.
- La dégradation de la situation politique intérieure dans les principaux pays en développement. Trois problèmes particuliers ressortent :
  - o L'incapacité des autorités argentines à définir les grandes lignes d'une politique économique de nature à permettre la reprise des concours du FMI, la réouverture des banques et la régularisation des relations avec les créanciers extérieurs privés. Dans ces conditions, la performance économique de l'Argentine est restée faible, et les conditions sociales, déjà médiocres, se sont

détériorées. Les difficultés de l'Argentine se sont répercutées de façon très spectaculaire en Uruguay, où elles se sont traduites par une véritable panique bancaire et une hémorragie massive des réserves pendant tout le mois de juillet. La mise en place d'un substantiel programme de soutien sous les auspices du FMI a permis d'enrayer ce mouvement de panique.

- Les élections prochaines au Brésil (le premier tour doit se dérouler le 6 octobre, et il y aura sans doute un second tour le 27 octobre). L'incapacité du candidat de la coalition au pouvoir de faire une percée réelle dans les premiers sondages d'opinion fait craindre aux marchés un revirement brutal de la politique économique avec le nouveau Président. Bien que les quatre principaux candidats se soient plus ou moins déclarés favorables au maintien des choix d'orientation qui sous-tendent l'accord récent avec le FMI, des incertitudes très importantes demeurent. En outre, les troubles récents ont alimenté les craintes des investisseurs locaux et étrangers au sujet de la dette intérieure du Brésil, dont la structure des échéances est fortement concentrée sur le court terme, et les paiements au titre du service de la dette sont pour l'essentiel basés sur des taux d'intérêt ou des taux de change à court terme.
- L'effondrement de la coalition au pouvoir en Turquie. L'économie et les marchés turcs, qui affichaient des signes évidents de redressement au printemps, ont vacillé dans les derniers mois à cause des problèmes de santé du Premier ministre, qui focalisent les attentions sur la succession et, éventuellement, l'effondrement de l'équipe gouvernementale et la démission du Ministre de l'économie. Des élections doivent avoir lieu le 3 novembre.

### **Flux d'investissement sous forme de prises de participation**

Les investissements étrangers directs nets (apports de capitaux moins bénéfices rapatriés) dans les pays en développement ont atteint 170 milliards de dollars environ en 2001. En termes de financement extérieur, les IED sont devenus globalement le principal instrument d'investissement, encore que la concentration de ces flux soit relativement forte.

Les données concernant les flux d'IED parviennent avec un certain temps de retard, de sorte qu'il est difficile de poser un jugement définitif sur ce qui s'est produit jusqu'à présent en 2002. Toutefois, les éléments d'information disponibles, glanés dans un échantillon de rapports mensuels et trimestriels sur la balance des paiements des pays qui sont en général les principaux bénéficiaires de ces investissements, semblent indiquer que les flux se sont relativement bien maintenus jusqu'à présent en 2002. Plus précisément :

- Les apports nets d'IED dans cet échantillon de 16 pays ont porté sur un montant estimé de 56 milliards de dollars dans la première moitié de 2002, ce qui représente une baisse

de 11,3 % par rapport à la même période de l'an dernier<sup>2</sup>. C'est un résultat impressionnant compte tenu du faible nombre des fusions et acquisitions intervenues jusqu'à présent en 2002 sur le marché mondial, de l'absence de privatisations dans les pays en développement, des problèmes du secteur des entreprises dans ces pays (en particulier dans des branches d'activité telles que les télécommunications et l'énergie, où les investissements avaient tendance à se porter davantage sur les pays en développement ces dernières années), et de la réticence des opérateurs du secteur privé à accorder des prêts comme on l'a vu plus haut. Sur la base de ces flux et des variations saisonnières habituelles, il semble que l'on puisse compter sur des *apports* nets d'IED de l'ordre de 150-160 milliards de dollars pour l'année 2002 considérée dans son ensemble (contre des *sorties* nettes de capitaux privés liés à des emprunts)<sup>3</sup>.

- Comme pour les flux de dettes, il existe des différences substantielles d'une région à l'autre :
  - o Les apports nets d'IED à l'Amérique latine ont diminué de 24 % pendant la première moitié de l'année, mais une grande partie de cette baisse était imputable au tarissement quasi total des flux à destination de l'Argentine.
  - o Les apports nets à l'Europe de l'Est ont eux aussi accusé un recul très important, recul largement réparti et qui reflète probablement la faiblesse des dépenses d'investissement des entreprises d'Europe de l'Ouest, ainsi qu'un refroidissement généralisé du zèle à mener le processus de privatisation à terme. C'est en partie en raison de cette diminution des investissements indirects que les économies d'Europe de l'Est ont dû compter davantage jusqu'à présent sur les financements par recours à l'emprunt en 2002 — une tendance rendue possible par le niveau relativement faible de l'endettement de la région au départ, la cote de crédit relativement favorable des pays concernés et le fait que les investisseurs voient d'un très bon oeil l'adhésion de ces pays à l'Union européenne. Cette dépendance accrue à l'égard des emprunts doit toutefois être suivie de près, d'autant que certains pays de la région ont du mal à contenir leur déficit budgétaire.
  - o Les apports nets à l'Asie ont augmenté de 7,7 %, mais cette progression est principalement le fait de la Chine. Les apports à l'Asie du Sud-Est sont en général moins importants.
- La part de la Chine dans les flux nets d'IED, qui était déjà importante, est en augmentation. Les apports nets à la Chine, qui expliquent le gonflement des flux d'IED

---

<sup>2</sup> Les 16 pays sont : l'Argentine, le Mexique, la Colombie, la République tchèque, la Russie, le Venezuela, le Brésil, la Corée, les Philippines, la Bulgarie, la Chine, le Chili, la Hongrie, la Pologne, la Malaisie et la Thaïlande. Cet échantillon représente approximativement 80 % du volume net des apports d'IED aux pays en développement.

<sup>3</sup> Les flux d'IED sont en général plus importants dans la seconde moitié de l'année civile que dans la première.

en Asie, ont fortement progressé en raison des jugements optimistes portés sur l'économie locale et ses perspectives d'évolution à la suite de l'accession de ce pays à l'OMC.

- C'est le Brésil qui offre la meilleure illustration des effets stabilisateurs des IED. Comme on l'a noté plus haut, il y a eu d'importantes sorties de capitaux empruntés du Brésil dans la première moitié de cette année et, jusqu'à présent, le mouvement semble s'être accéléré dans le troisième trimestre. En revanche les apports nets d'IED, qui s'élèvent à 9,6 milliards de dollars, sont relativement stables par rapport à l'an dernier (où les IED ont atteint 9,9 milliards de dollars dans la première moitié de l'année).

Malgré la résistance des IED jusqu'à présent cette année, il y a de solides raisons pour envisager l'avenir avec circonspection. La persistance des pressions qui s'exercent sur les entreprises des pays développés pourrait fort les inciter à la prudence pour ce qui est des investissements de capacité, même si les projections laissent prévoir une reprise de l'économie mondiale en 2003. En outre, l'expérience malheureuse des investisseurs d'IED en Argentine pourrait avoir des effets d'entraînement, en particulier dans le reste de l'Amérique latine. D'un autre côté, de nombreux pays en développement offrent encore des possibilités intéressantes pour les investissements d'expansion et de diversification. La proportion substantielle des IED dans les flux de financement ne fait que souligner encore à quel point il est important que les gouvernants s'efforcent d'instaurer un climat porteur pour l'investissement et de promouvoir une politique de libre-échange.

Les placements internationaux d'actions par les émetteurs des pays en développement (variable indicative des flux d'investissements indirects) ont aussi augmenté jusqu'à présent en 2002. Dans les 7 premiers mois de l'année, ils ont atteint une moyenne de 1,3 milliard de dollars par mois, soit une progression de 0,8 milliard de dollars par rapport à la moyenne mensuelle de 2001. Là encore, cette progression est pour l'essentiel due à la Chine.

### **Les flux du secteur public**

On ne dispose pas encore des données nécessaires pour broser un tableau complet des prêts non concessionnels des créanciers publics pour la première moitié de cette année. Toutefois, les prêts des principaux bailleurs de fonds multilatéraux aux pays en développement ont augmenté pendant la première moitié de 2002. L'encours des crédits du Fonds est passé de 53,5 milliards de DTS à la fin de 2001 à 59,6 milliards de DTS à la fin de 2002, en grande partie du fait des tirages effectués par le Brésil et la Turquie. Si les emprunteurs asiatiques ont continué à rembourser leurs crédits, le crédit au Brésil est passé de 6,6 milliards de DTS à la fin 2001 à 10,9 milliards de DTS au milieu de l'année ; et le crédit à la Turquie est passé de 11,2 milliards de DTS à la fin de 2001 à 14,5 milliards de DTS au milieu de l'année<sup>4</sup>. Le montant net des prêts de la Banque mondiale pendant la première moitié de l'exercice a porté sur un volume modeste

---

<sup>4</sup> Le taux de change DTS/\$ était de 1 DTS pour 1,2567 dollar à la fin de 2001 et de 1 DTS pour 1,3305 dollar à la fin de juin 2002.

de 418 millions de dollars. Les apports nets de l'IDA se sont élevés à 3 milliards de dollars, mais il y a eu des remboursements nets à la BIRD, pour un montant de 2,6 milliards de dollars.

Les données relatives aux flux d'aide sont communiquées avec un décalage encore plus important, de sorte qu'il est difficile de savoir si les engagements relatifs à l'augmentation de l'aide ont en fait été tenus. D'après les données communiquées en mai par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, l'aide publique au développement (APD) fournie aux pays en développement par les membres du CAD est tombée de 53,7 milliards de dollars en 2000 à 51,4 milliards de dollars en 2001<sup>5</sup>. Ce recul tient en partie à l'appréciation du dollar, qui réduit la valeur en dollars des flux d'APD libellés dans d'autres monnaies. En 2001, l'APD nette a diminué de 1,4 % en prix constants et elle s'est maintenue à 0,22 % du revenu national brut (RNB) combiné des membres du CAD. La baisse de l'APD en valeur dollars s'explique par une baisse de près de 4 milliards de dollars de l'APD du Japon (imputable à la dépréciation du yen), au calendrier des décaissements des organisations multilatérales et aux remboursements des prêts accordés aux pays asiatiques affectés par la crise financière de 1997-98. En revanche, l'APD des États-Unis a augmenté de 900 millions de dollars (augmentation attribuable en grande partie au décaissement de 600 millions de dollars effectué en faveur du Pakistan au titre de l'aide économique à la suite des attaques du 11 septembre), et celle des membres de l'Union européenne a progressé de 700 millions de dollars.

Les disparités dans les volumes d'APD fournis par les pays du G7 et ceux de nombreux bailleurs de fonds de moindre importance se sont creusées en 2001. L'APD nette des pays du G7 a diminué de 3 % en valeur réelle, et elle ne représente plus que 0,18 % de leur revenu national brut. En revanche, l'APD des bailleurs de fonds de moindre importance a augmenté de 4 % en valeur réelle pour atteindre 0,46 % de leur revenu national brut. Le Danemark reste le seul membre du CAD dont l'APD dépasse 1 % du revenu national, tandis que le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont consacré plus de 0,75 % de leur revenu national à l'APD. Pour tous les autres pays membres du CAD, le ratio de l'APD au revenu national était inférieur à 0,4 %. Les États-Unis se classaient en dernière position avec un ratio de 0,11 %.

Malgré la baisse des flux d'APD exprimés en dollars, l'année passée a été marquée par quelques progrès en ce sens que des efforts plus importants ont été faits pour aider les pays en développement et accélérer leur intégration à l'économie mondiale. En outre, la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce a jeté les bases de négociations commerciales « axées sur le développement », afin de traiter les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les pays en développement au sein du système d'échanges internationaux. Les parties au Consensus de Monterrey réalisé lors de la Conférence sur le financement du développement international ont réaffirmé leur détermination à accroître leur aide et à avancer dans la direction des objectifs de développement du millénaire. Certains des principaux bailleurs de fonds ont indiqué leur intention d'accroître les flux d'APD : l'Union européenne a annoncé des projets qui devraient porter le total de l'APD à 0,39 % du revenu national d'ici à 2006, et les États-Unis ont annoncé qu'ils comptaient accroître le montant annuel

---

<sup>5</sup> Le Comité d'aide au développement de l'OCDE est composé de 22 pays industrialisés. Les pays membres du CAD représentent au moins 95 % des apports d'APD aux pays en développement.



de leur aide au développement de 5 milliards de dollars (soit une augmentation de près de 50 %) d'ici à 2006.

La diminution de l'aide au cours des dernières années vient encore plomber la tendance baissière enregistrée pendant une grande partie des années 90. Exprimé en pourcentage du PNB des donateurs, l'aide est tombée de 0,33 % en 1990 à 0,22 % en 2000. Cinq pays bailleurs de fonds seulement ont atteint (ou dépassé) l'objectif de 0,7 % du PNB fixé par les Nations Unies, et qui avait été approuvé par les pays du G7 lors du Sommet de la terre, tenu à Rio en 1992. Dans le même temps, la nécessité de l'aide se fait de plus en plus sentir. La population des pays en développement a augmenté de 17 % pendant les années 90, et le nombre des individus (Chine non comprise) qui vivent avec moins de 1 dollar par jour est resté pratiquement stable. Dans les pays en développement, à peu près 60 millions de personnes sont infectées par le VIH. Les objectifs de développement du millénaire ne pourront être atteints si l'aide n'est pas augmentée. Les calculs préliminaires montrent que, pour réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015, il faudrait que l'aide soit doublée, que les pays en développement adoptent de meilleures politiques et que l'aide allouée aux pays qui poursuivent des politiques rationnelles soit accrue. L'adoption de mesures énergiques pour accroître la disponibilité des ressources d'aide, l'amélioration des politiques des bailleurs de fonds en vue de renforcer l'efficacité de l'aide, et la suppression des barrières commerciales des pays industrialisés qui entravent les exportations des pays en développement, devraient figurer au premier rang des priorités de la communauté internationale.

## Long-Term Financial Flows to Developing Countries

\$ billions	Average								
	1985-89	1990-94	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Official Development Finance	40.0	54.9	55.3	31.2	43.0	54.5	46.1	37.9	36.0
Concessional Flows	31.3	45.9	46.3	39.7	36.1	39.0	42.3	40.7	39.3
Official Grants <sup>1</sup>	16.7	31.0	32.8	28.1	26.6	27.9	30.2	29.9	29.6
Official Concessional Loans	14.6	14.9	13.5	11.6	9.5	11.1	12.1	10.8	9.7
Official Non-concessional Loans	8.7	9.0	9.0	-8.5	6.9	15.5	3.8	-2.8	-3.3
Private Flows	31.4	109.5	206.1	276.5	300.8	283.2	224.4	225.8	160.0
Private Loans	15.0	34.5	63.3	96.5	98.1	89.4	5.6	8.2	-26.8
Foreign Direct Investment <sup>2</sup>	15.2	52.7	106.8	130.8	172.5	178.3	184.4	166.7	168.2
Portfolio Equity Investment	1.2	22.3	36.1	49.2	30.2	15.6	34.5	50.9	18.5
AGGREGATE NET FLOWS	71.4	164.4	261.5	307.7	343.8	337.7	270.5	263.7	196.0
Memorandum Items:									
Interest payments	70.8	71.3	100.8	106.6	112.9	118.7	121.9	126.7	122.2
Profits on Foreign Direct Investment	13.2	19.3	26.5	30.0	31.8	35.2	40.3	45.4	55.3
Private Grants	3.7	5.7	6.0	5.6	5.2	5.6	5.7	5.5	5.4
Related Data:									
Net Use of IMF Credit <sup>3</sup>	-3.2	1.6	17.3	0.6	14.5	19.2	-12.6	-10.8	13.5
Technical Coop. Grants	10.4	16.5	20.1	18.7	15.7	16.3	16.6	15.5	15.2
World Bank Net Flows	4.3	2.1	1.1	1.4	6.7	6.8	5.1	3.4	2.2
IDA-Net Flows	3.3	4.6	4.9	5.7	5.3	4.8	4.5	4.2	4.7

Sources : *Global Development Finance Country Tables* and sources cited therein, World Bank Global Economic Model, OECD Development Assistance Committee's *Geographic Distribution of Flows* .

Note: 2001 numbers are estimates.

1/ Excludes Technical Cooperation.

2/ Source: IMF.

3/ Includes IMF Trust Fund and EASF.

### [Translation of the above table]

## Flux financiers à long terme vers les pays en développement

*En milliards de dollars*                      Moyenne  
Aide publique au développement

Flux concessionnels

  Dons du secteur public <sup>1</sup>

  Prêts concessionnels du secteur public

Prêts non concessionnels du secteur public

Flux privés

  Prêts du secteur privé

  Investissements étrangers directs <sup>2</sup>

  Investissements de portefeuille

## FLUX NETS, TOTAL

Pour mémoire :

Paiements d'intérêts  
Bénéfices issus des investissements étrangers directs  
Dons du secteur privé

Données connexes  
Utilisation nette des crédits du FMI  
Dons au titre de l'assistance technique

Apports nets de la Banque mondiale  
Apports nets de l'IDA

*Sources : Tableaux par pays du Financement du développement dans le monde, et sources citées dans la présente note, Modèle économique mondial de la Banque mondiale, Répartition géographique des ressources financières du Comité d'aide au développement de l'OCDE.*

<sup>1</sup> Assistance technique non comprise

<sup>2</sup> Source : FMI

<sup>3</sup> Inclut le Fonds fiduciaire et la FASR du FMI